

JEAN-MARC SIMON

SECRETS D'AFRIQUE

À travers dix récits, Jean-Marc Simon, un ambassadeur qui a consacré près de trente ans de sa carrière aux relations franco-africaines, nous emmène de N'Djamena à Abidjan, en passant par Bangui et Pretoria. Il y évoque les interventions de l'armée française en Centrafrique ou en Côte d'Ivoire, une vaste opération d'échange de prisonniers en Afrique australe à la fin du régime de l'apartheid, le génocide du Rwanda, la dévaluation du franc CFA, avec en filigrane le récurrent débat sur la Françafrique. On y côtoie Hissein Habré, Jacques Chirac, Pik Botha, Ange-Félix Patassé, Omar Bongo, Nicolas Sarkozy, Laurent Gbagbo...

Des aventures souvent cocasses, parfois tragiques, qui témoignent de l'intérêt constant que la France, en dépit de quelques différences d'approche, a porté à ce continent, de François Mitterrand à François Hollande.

Jean-Marc Simon, ambassadeur de France, a été conseiller Afrique du ministre des Affaires étrangères sous la première cohabitation, directeur de cabinet de plusieurs ministres de la Coopération, puis ambassadeur dans quatre pays africains, la République centrafricaine, le Nigeria, le Gabon et la Côte d'Ivoire, de 1996 à 2012.



18,50 € TTC FRANCE
ISBN 978-2-7491-4955-4

cherche
midi

Documents

JEAN-MARC SIMON

SECRETS D'AFRIQUE

LE TÉMOIGNAGE
D'UN AMBASSADEUR

SECRETS
D'AFRIQUE

JEAN-MARC SIMON

cherche
midi

Tchad nourrit quelques suspicions à mon égard, s'imaginant que je regrettais son prédécesseur et ne pouvais que sous-estimer sa propre action. Il n'en était rien, bien sûr, car la France est la France et le Tchad est le Tchad. Au-delà des hommes, nos deux pays ne peuvent qu'entretenir le lien qui les unit. Ils se le doivent et ils le font.

Quoi qu'il en soit, j'étais et je reste assez admiratif de la façon dont Déby tenait son pays et le conduisait vers le développement et l'unité, en dépit de toutes les adversités.

Le président Sarkozy lui apportera, à son tour, un soutien décisif en février 2008, lorsque ses opposants zaghawa et leurs soutiens soudanais menaceront à nouveau N'Djamena où ils parviendront jusqu'aux abords du palais présidentiel.

2

Escales en apartheid

Lorsqu'en mars 1986, je rejoins à Paris le cabinet de Jean-Bernard Raimond, ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de cohabitation, deux grands dossiers m'attendent, celui du conflit tchadien que je viens d'évoquer et celui de l'évolution de l'Afrique du Sud avec lequel je suis, à l'époque, moins familier.

Le régime d'apartheid est arrivé à un point de rupture. La répression, avec les débordements et les exactions qui en résultent, paraît être la réponse choisie, dans une sorte de fuite en avant, par la puissante minorité blanche, face à la montée des revendications de la majorité noire dont la situation est devenue insupportable.

Les associations de défense des droits de l'homme, dans le pays mais également en Afrique et dans le monde, mènent une campagne dont l'audience augmente de jour en jour.

Une révolte sanglante des populations opprimées paraît inéluctable, avec son corollaire qui verrait les Blancs pourchassés et voués à l'exil ou au massacre.

Certains d'entre eux ont déjà choisi le départ vers l'Australie ou l'Amérique du Sud.

La France n'est pas indifférente à ce qui peut advenir en Afrique du Sud. Doit-on sauver les Blancs dont la situation n'est pas sans rappeler celle des pieds-noirs d'Algérie ou doit-on, au nom des droits de l'homme, de la repentance coloniale ou de la simple justice, ne se préoccuper que des Noirs ? Le débat existe dans la société française, avec des passions qui s'expriment en fonction de l'idéologie que l'on professe.

En 1986, un objectif est cependant devenu capital pour tous : la libération de Nelson Mandela, figure mythique de la lutte contre l'apartheid, interné depuis près d'un quart de siècle à la prison de haute sécurité de Robben Island, au large du Cap.

Lorsque Jacques Chirac s'installe à Matignon, il entend corriger le jusqu'au-boutisme des équipes précédentes qui plaidaient pour une rupture pure et simple des relations diplomatiques, comme si les embargos et le refus du dialogue pouvaient permettre de démêler des situations aussi complexes. La nouvelle équipe croit plutôt aux vertus de l'attitude inverse, celle qui consiste à n'ostraciser personne et à parler avec tous les protagonistes.

Il m'est ainsi donné de participer, en 1987, à un déjeuner très discret, organisé au pavillon de musique, dans le parc de l'hôtel Matignon, lors du passage à Paris du chef Buthelezi. Le fondateur du parti Inkatha, qui s'appuie sur l'importante ethnie zouloue, se situe à mi-chemin entre les partisans de l'apartheid et ceux qui la combattent. Pierre Messmer et Jacques Foccart participent à ce déjeuner présidé par Michel Roussin. L'exploration de ce qui ressemblait alors à une troisième voie entre les extrémismes, noir et blanc, méritait peut-être d'être tentée, mais elle sera sans suite, comme le sont souvent les solutions médianes qui arrivent trop tard.

Dans ce débat, le président de la République observe, quant à lui, une démarche prudente. Il ne se presse pas de recevoir les lettres de créance du nouvel ambassadeur d'Afrique du Sud, mais n'a pas non plus refusé de donner l'agrément à sa nomination.

Un événement va influencer le cours des choses.

En octobre 1986, un jeune coopérant français, Pierre-André Albertini, lecteur de français à l'université de Fort Hare, dans le bantoustan¹ du Ciskei, est arrêté, accusé d'avoir transporté des armes de guerre destinées à l'ANC² et abrité chez lui des militants recherchés pour terrorisme.

Albertini est un jeune intellectuel engagé, proche du Parti communiste français, dont les parents sont des membres influents.

Les démarches diplomatiques classiques sont entreprises mais elles ne mènent nulle part, puisque le dialogue avec Pretoria est insignifiant.

Notre consul au Cap, M. Perollet, est néanmoins autorisé à exercer la protection consulaire d'usage et à rendre visite à notre jeune prisonnier, ce qui a tout de même l'avantage de lui apporter un peu de réconfort et de savoir comment il entend mener sa défense.

Après avoir été quelque peu malmené par ses geôliers, celui-ci a fini par reconnaître les faits qui lui sont reprochés.

L'attorney général Jurgens, qui aimerait se débarrasser de cette épine au moindre coût, lui propose alors de devenir témoin de l'accusation. Exerçant un véritable chantage sur notre compatriote, il lui promet une libération rapide

1. Territoire autonome réservé aux Noirs sous le régime de l'apartheid.

2. African National Congress, parti politique membre de l'Internationale socialiste fondé en 1912 pour défendre les intérêts de la majorité noire, interdit de 1960 à 1990.

s'il accepte de dire à la barre tout ce qu'il sait de l'activité de ses coaccusés et notamment de celle du pasteur Stofile. C'est mal apprécier l'engagement de ce jeune homme qui jamais n'acceptera de trahir ses amis et la cause pour laquelle il s'est battu.

Son avocat, maître Roland Weyl, désigné par le Parti communiste français, espère obtenir sa libération sans procès, en faisant celui de l'apartheid et des bantoustans, ces États noirs indépendants que personne ne reconnaît et qui sont de véritables réserves ethniques. C'est sous-estimer les Sud-Africains que rien n'impressionne. L'avocat du Quai d'Orsay, le bâtonnier Bernard de Bigault du Granrut, auquel Roland Weyl a fait appel pour le seconder, est quant à lui beaucoup plus réaliste. Le procès s'ouvre le 16 mars devant la Cour suprême de Bisho, capitale du Ciskei.

Préalablement, Pierre-André Albertini a été mis au secret pendant deux longs mois, afin de l'éprouver et de l'inciter à témoigner.

Dans le prétoire, il confirme son refus de porter quelque accusation que ce soit contre ses camarades.

Furieux de l'échec de sa manœuvre, le procureur obtient du juge Pickard que notre compatriote soit condamné « pour l'exemple » à quatre ans de prison ferme.

Le pasteur Stofile écopera quant à lui, deux mois plus tard, de onze ans de détention.

Dès le début de cette année 1987, une campagne de soutien a été orchestrée en France.

Quels que soient les reproches que l'on puisse faire à Pierre-André Albertini, dans notre pays on n'aime pas beaucoup, depuis Régis Debray¹, qu'un de nos ressortissants fasse, à l'étranger, l'objet de poursuites pour des

1. Prisonnier en Bolivie de 1967 à 1971.

motifs politiques. La mobilisation est donc forte et je me fais moi-même une obligation de le sortir de là.

Les journaux parisiens, *Libération*, *L'Humanité*, *Le Quotidien de Paris*, ainsi que la presse régionale prennent fait et cause pour notre coopérant. Une souscription est organisée, des milliers de pétitions adressées au ministre parviennent au Quai d'Orsay. Des militants antiapartheid tentent d'arracher les grilles de l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris. Des délégations demandent à voir Jean-Bernard Raimond, qui les renvoie généralement vers moi. Je reçois ainsi les Jeunesses communistes, Amnesty International, Maxime Gremetz, responsable des affaires internationales au Parti communiste et membre de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Je rencontre aussi les avocats et m'entretiens souvent avec maître du Granrut qui, comme moi, habite Senlis, ce qui facilite les échanges informels. Et naturellement, je reçois à plusieurs reprises les parents et la sœur de Pierre-André.

Tous me tiennent le même langage : « L'Afrique du Sud est un État criminel. La France doit réagir, elle doit le condamner et rompre ses relations diplomatiques avec lui. »

Je m'efforce d'expliquer, aux militants tout particulièrement, que l'emploi de la manière forte n'est assurément pas le moyen le plus rapide d'obtenir la libération du jeune Albertini. Ma conviction est que, sans la restauration d'un certain climat de confiance, il ne sera guère possible de faire fléchir Pretoria.

Je m'emploie alors, en concertation avec Jean-Bernard Raimond et Éric Desmarest, à mobiliser des personnalités politiques françaises qui passent pour ne pas avoir de contentieux personnel avec le régime sud-africain.

Jean-François Deniau, qui s'est illustré par des séjours risqués dans les zones de résistance à l'emprise soviétique

dans tous les coins de la planète, et notamment dans le maquis de Jonas Savimbi, est l'un d'eux.

Il se rend en Afrique du Sud et au Ciskei mais n'obtient rien. Il est vrai qu'il s'imaginait que son nom seul suffirait à convaincre ses interlocuteurs.

Les Afrikaners mènent un combat pour leur survie et ne voient aucun bénéfice à tirer d'un geste de mansuétude qui ne pourrait servir autre chose, à leurs yeux, que la notoriété de M. Deniau.

Devant l'échec de cette tentative, sans doute trop ostentatoire, j'ai recours à un autre émissaire, plus discret, M. Franz Duboscq, sénateur RPR des Pyrénées-Atlantiques qui, dans le cadre d'une mission d'information parlementaire, a effectué, quelques mois plus tôt, une visite au Ciskei et noué à cette occasion une relation personnelle avec Lennox Sebe, le président de cette entité.

Nous nous rencontrons au Quai d'Orsay.

Le sénateur est disposé à retourner en Afrique australe et à faire ce qu'il peut pour obtenir la libération de notre prisonnier. Avec le sentiment que rien ne doit être négligé, j'organise sa mission.

M. Duboscq en reviendra tout aussi bredouille que Jean-François Deniau. Il m'en rendra compte au mois de juillet sur la côte basque où nous déjeunons ensemble à Biarritz, au Café de Paris. Le président Lennox Sebe a clairement admis devant lui qu'il ne pouvait rien dans cette affaire qui était du ressort exclusif des plus hautes autorités sud-africaines. L'argument inverse de celui que celles-ci invoquaient en prétendant que ce dossier était de la compétence du Ciskei !

Durant l'été, l'évêque d'Évreux, le très médiatique monseigneur Jacques Gaillot, dont les prises de position sont souvent provocantes, se rend lui aussi à Bisho avec Anne

Albertini, la sœur de Pierre-André. À son retour dans l'Eure, il mène à son tour une intense campagne anti-sud-africaine.

Alors que la situation paraît bloquée, une idée est soufflée au Premier ministre par un homme d'affaires français, impliqué dans le négoce des matières premières en Afrique australe et particulièrement bien introduit, dans le contexte d'embargo qui prévaut alors, auprès de tous les dirigeants de la région, qu'ils soient sud-africains ou qu'ils appartiennent aux pays de la « ligne de front ».

Jean-Yves Ollivier¹, évoquant ainsi l'affaire Albertini avec Jacques Chirac, lui donne son sentiment. Rien ne fera jamais plier les Sud-Africains qui mènent un combat sans merci, parce qu'il est un combat de la dernière chance contre l'ANC. Il y a toutefois une chose qui pourrait changer toute la donne, ce serait la libération du major Wynand Du Toit à laquelle ils tiennent par-dessus tout, lui dit-il. Ollivier explique alors au Premier ministre qui est Du Toit, un membre des forces spéciales arrêté deux ans plus tôt par l'armée angolaise lors d'une opération commando qui a mal tourné. La mission consistait à faire sauter des installations pétrolières dans l'enclave de Cabinda, afin de gêner l'approvisionnement en carburant des forces gouvernementales angolaises, les FAPLA, engagées dans une lutte impitoyable et interminable contre le MPLA de Jonas Savimbi que soutient Pretoria. Du Toit a sauvé sa vie de justesse mais demeure détenu au secret. Son cas est devenu en Afrique du Sud une véritable cause nationale.

Jacques Chirac fait part de cette analyse à Michel Roussin, son chef de cabinet, qui l'évoque auprès d'Éric Desmarest et de moi-même.

1. Cf. Jean-Yves Ollivier, *Ni vu ni connu*, Fayard, 2014.

Je reçois Jean-Yves Ollivier à plusieurs reprises, je lui parle des missions Deniau et Duboscq et de mon souci, qui est aussi celui de mon ministre, de trouver une issue rapide à cette affaire Albertini.

À chacune de nos rencontres, mon interlocuteur me donne cette réponse : « Si vous voulez obtenir la libération de votre coopérant, c'est très simple, vous savez ce qu'il faut faire. »

Et devant ma perplexité, il renouvelle sa recommandation : « Obtenez des Angolais la libération de Du Toit. »

Je suis ébranlé par tant de certitude, mais comment pourrions-nous convaincre les Angolais d'élargir ce commando qui a tout de même été pris la main dans le sac ?

Devant la montée de la campagne orchestrée par le Parti communiste, Jacques Chirac décide d'agir. Il fait confiance à Ollivier dont il connaît le carnet d'adresses et charge Michel Roussin de monter avec lui une mission secrète en utilisant le savoir-faire et la caution diplomatique de l'ambassadeur Fernand Wibaux, un diplomate à la retraite qui, après une belle carrière en Afrique et au Proche-Orient, vient de rejoindre à titre officieux la cellule africaine de Jacques Foccart à Matignon.

Je serai, un peu plus tard, associé aux actions de cette équipe.

La volonté de Jacques Chirac est d'agir dans la plus grande discrétion. Nous sommes alors en cohabitation et le président Mitterrand, qui prévoit d'être à nouveau candidat en 1988, entend se concilier l'électorat communiste. Le Premier ministre souhaite donc, en quelque sorte, prendre le président de la République de vitesse.

Dès les premiers jours de ce mois de juillet 1987, Jean-Yves Ollivier fait un tour de piste qui le conduit à Pretoria, Luanda et Maputo.

Ces contacts sont très encourageants, la négociation se noue. Le Mozambique accepte d'en être le facilitateur.

Les choses peuvent, dès lors, s'accélérer.

De passage à Paris, Jean-Yves Ollivier me rend compte du résultat de ses efforts.

D'emblée, je noue un excellent contact avec ce célibataire endurci, cultivé et chaleureux, qui m'apparaît confiant et très déterminé.

Fernand Wibaux m'informe, le 19 août, des détails de l'accord dont le principe a été scellé quelques jours plus tôt avec le président dos Santos.

Les Angolais accepteraient de libérer Du Toit, m'annoncât-il, contre une centaine de membres des FAPLA détenus par Jonas Savimbi. Celui-ci, qui a bien compris ce que son image aurait à gagner d'une telle opération, se contenterait d'une mesure humanitaire, le rapatriement des dépouilles d'un certain nombre de ses éléments tués dans les combats contre les forces gouvernementales. Dans ces conditions, les Sud-Africains nous remettraient Albertini.

Un jeune ressortissant néerlandais, Klaas de Jonge, qui se veut disciple de Daniel Cohn-Bendit et qui est accusé lui aussi d'avoir transporté des armes pour le compte de l'ANC, pourrait bénéficier également d'une telle opération. Après être parvenu, dans des conditions rocambolesques, à fausser compagnie à ses juges et à sauter le mur de l'ambassade des Pays-Bas, ce militant se trouve réfugié depuis deux ans dans les locaux de la représentation diplomatique de son pays.

La Haye tout autant que Pretoria seraient soulagées du règlement d'une affaire qui empoisonne leurs relations.

Le Mozambique faciliterait le processus de bout en bout et son territoire pourrait servir à l'échange final.

Il est convenu quelques jours plus tard, avec Michel Roussin qui pilote l'opération à partir de Paris, que je rejoindrai Jean-Yves Ollivier en Afrique australe avec la mission de ramener Pierre-André Albertini en France.

Le directeur de cabinet est mis dans la confiance car ma disparition pour un temps indéterminé doit recevoir une explication. Celui-ci en informe, sous le sceau du secret, le ministre Jean-Bernard Raimond, qui, dès lors que l'affaire est dirigée par le cabinet du Premier ministre, n'y voit pas d'objection.

Mon départ est fixé au dimanche 29 août.

Le jour venu, je me présente à 7 heures du matin sur la base aérienne de Villacoublay, prêt à embarquer pour une mission qui allait se révéler digne d'un roman d'espionnage.

Michel Roussin m'y attend sur le tarmac. Il me remet un viatique et me donne les dernières recommandations.

Chacun des acteurs est affublé d'un nom de code afin que d'éventuelles conversations téléphoniques ne puissent être repérées et interprétées. Chirac sera « ma mère ». Ollivier, Roussin, Foccart, moi-même, nous aurons tous le nôtre.

Il a été décidé de m'adjoindre un photographe puisque la presse doit être tenue à l'écart de l'opération. Ce reporter improvisé n'est autre qu'un sous-officier de la garde républicaine, affecté au service de presse de l'hôtel Matignon.

Les réacteurs du Mystère 50 du groupe de liaisons aériennes interministérielles tournent.

J'embarque, seul avec mon gendarme, en direction de Maputo que nous atteindrons en fin d'après-midi, après une escale technique à Libreville où je fais les cent pas devant le salon d'honneur. Le Gabon est habitué aux visites gouvernementales, personne ne se pose de questions durant l'escale de cet appareil qui porte les couleurs de la République française.

À Maputo, je suis attendu par des agents du protocole qui me conduisent dans un hôtel de qualité moyenne. Le Polana, l'établissement mythique de la capitale du Mozambique, est alors fermé pour rénovation.

J'y étais descendu l'année précédente pour les obsèques du président Samora Machel, mort dans un accident d'avion inexplicable, et j'avais alors été déçu par son état de dégradation, à l'image de celui de la ville et de ses commerces. Ma première impression est que la situation du pays s'est quelque peu améliorée sous l'autorité du nouveau président, Joaquim Chissano.

Le lendemain, je retrouve à l'hôtel le collaborateur de Jean-Yves Ollivier, « Bernard », que je ne connais pas mais reconnais sans peine à la qualité de ses mocassins d'une marque française connue ! Nous y attendons la voiture qui doit nous conduire chez le ministre de la Coopération internationale, Jacinto Veloso, chargé de la coordination de la négociation.

Alors que j'attends le signal du départ vers le ministère, une jolie jeune femme m'approche. Après un instant de surprise, nous nous identifions sans peine, il s'agit de l'attachée de presse de l'ambassade de France que j'avais rencontrée lors de ma première visite à Maputo. Elle a été chargée par l'ambassadeur Gérard Cros de courir les hôtels de la place afin de découvrir qui peut bien être arrivé la veille dans un avion du GLAM, stationné depuis à l'aéroport. L'ambassadeur est préoccupé, il craint d'avoir manqué l'accueil d'une personnalité française de passage !

Je charge cette jeune Française de rassurer son patron.

« Je ne fais ici qu'une escale pour une affaire qui n'a rien à voir avec le Mozambique », lui dis-je.

À peine ai-je pris place, une demi-heure plus tard, dans la salle d'attente du ministre Veloso, que l'ambassadeur arrive à son tour. Je suis découvert !

Je lui explique les choses à demi-mot, en lui demandant le silence le plus absolu. Il le comprend et s'y tiendra.

Jacinto Veloso est un officier d'aviation portugais qui, dans les années 1970, a pris fait et cause pour le Frelimo, le mouvement marxiste qui luttait pour l'indépendance.

Après avoir dirigé les services secrets, il est membre du gouvernement mozambicain depuis une dizaine d'années, chargé alors de coordonner les efforts des pays de la « ligne de front » dans leur combat contre le régime d'apartheid. C'est dire qu'il est un acteur décisif pour le règlement de notre affaire. Je découvre très vite, lorsque nous sommes rejoints dans son bureau par le secrétaire général du ministère sud-africain des Affaires étrangères, Léo Evans dit « Rusty », qu'il est aussi en contact avec les autorités de Pretoria. Les choses ne sont pas aussi figées que nous le pensons en Europe, dans une approche sans doute trop manichéenne. La *realpolitik* est donc bien en marche en Afrique australe.

Rusty, qui est véritablement le bras droit de Pik Botha, nous informe qu'il y a encore, pour notre projet d'échanges, quelques blocages du côté de ses autorités auprès desquelles se trouve Jean-Yves Ollivier. Il me demande de l'accompagner à Pretoria afin d'y apporter la caution du gouvernement français.

Je demande alors à l'équipage du GLAM et à mon photographe de prendre leur mal en patience et de m'attendre à Maputo. Il est convenu avec Michel Roussin qu'il vaut mieux immobiliser un appareil sur place que de devoir, le moment venu, attendre son retour, au risque d'enrayer la mécanique de toute l'opération.

Nous quittons la capitale du Mozambique le soir même à bord d'un bimoteur du gouvernement sud-africain.

Nous atterrissons sur la base militaire de Waterkloof, dans la banlieue de Pretoria.

Jean-Yves, alias Monsieur Jacques, qui depuis deux semaines fait une navette incessante entre Pretoria, Maputo, Luanda, Bisho et Jamba, nous y attend.

Ces périple compliqués l'ont exténué mais il affiche une énergie et une bonne humeur exceptionnelles.

Nous devons, sans tarder, rejoindre avec lui le ministre des Affaires étrangères qui séjourne dans sa ferme à quelques dizaines de kilomètres de la capitale. Un convoi de BMW 700 nous conduit à destination vers 22 heures.

Pik Botha nous accueille sur le seuil de sa maison bâtie au milieu des vignes. La propriété me rappelle les estancias que j'ai connues en Amérique du Sud, lors de mon séjour au Pérou.

Le ministre sud-africain donne une image conforme à celle de ces Afrikaners, rudes et rusés, tels qu'on se les figure.

Il a son franc-parler et va droit au but. Il ne remet pas en cause l'accord sur l'échange de prisonniers, mais il veut des assurances. Je comprends qu'il souhaite impliquer le gouvernement français. Il est donc convenu que j'apposerai ma signature sur le document final préparé avec les Angolais, afin d'y apporter la caution de la France.

Les discussions s'éternisent devant un bon whisky dont Pik Botha est amateur.

Le général Neels Van Tonder, le patron du renseignement militaire, qui est présent, intervient sur tous les sujets. Cette négociation est véritablement une affaire d'État.

À 4 heures du matin, nous sommes tous d'accord et les documents sont signés.

Je retire de ces échanges nocturnes, informels et sincères, la conviction que rien n'est figé, ni en Afrique du Sud ni en Afrique australe. Les dirigeants sud-africains sont pragmatiques et réalistes et ont la volonté de faire bouger les lignes. Il faut, j'en suis dès lors persuadé, accompagner les évolutions sous-jacentes et se garder des condamnations *a priori* qui ne pourraient que bloquer toute évolution. La stratégie de Jacques Chirac est donc bien la bonne.

Nous quittons la propriété avec quelques caisses du vin qu'elle produit et un peu plus tard dans la journée, pour nous être agréables, les Sud-Africains mettent un hélicoptère à notre disposition pour survoler Pretoria, Johannesburg et Soweto, ce qui est une intéressante approche géopolitique.

La prochaine étape, puisque désormais tout semble en ordre à Pretoria, est Luanda.

Le président dos Santos nous a envoyé son avion personnel, un Gulfstream IV luxueusement aménagé. L'équipage, composé d'officiers de l'armée de l'air, est quelque peu tendu à l'idée de devoir atterrir puis redécoller de Waterkloof, base aérienne bien connue pour être le point de départ de tous les raids aériens sud-africains dans la région. N'oublions pas que les deux pays sont en guerre et qu'au moment où se négocie cet accord régional, les combats se poursuivent.

Nous arrivons à Luanda et nous installons au Novotel, l'unique hôtel à peu près convenable dans cette capitale délabrée par plusieurs décennies de guerre et de régime marxiste. Nous y sommes en attente des derniers rendez-vous.

Le lendemain matin, j'accompagne Jean-Yves Ollivier chez le ministre des Affaires étrangères Afonso Van-Dunem M'Binda.

Dans la pile de journaux qui encombre la table basse de la salle d'attente, nous mettons la main sur un exemplaire

du magazine *Le Point* qui date de quelques mois. Il se trouve que j'y figure dans la rubrique « En forme » pour le rôle que l'on m'attribue dans le traitement de l'affaire tchadienne!

C'est une aubaine que « Monsieur Jacques » utilisera quelques instants plus tard en en faisant, en quelque sorte, une lettre de créance auprès de nos interlocuteurs.

Les Angolais, comme les Sud-Africains deux jours plus tôt, veulent être assurés de la coopération de la France.

Nous rencontrons un peu plus tard le ministre de l'Intérieur, Kito Rodriguez, qui en tant qu'ancien chef des services de renseignement fait figure de véritable numéro deux du régime.

J'observe que dans toute cette négociation, pourtant particulièrement complexe, les diplomates jouent un rôle mineur. Tout se passe au niveau des services spéciaux, sous le contrôle des chefs d'État.

Je fais valoir à nos interlocuteurs angolais tout l'intérêt qu'il peut y avoir à réussir cet échange de prisonniers dans la perspective de la visite d'État que le président dos Santos doit effectuer prochainement en France.

Ce dernier donne son aval final à l'opération le vendredi 4 septembre.

Celle-ci pourrait avoir lieu dès le lendemain mais des difficultés de dernière minute, mineures au demeurant, étant apparues, il est finalement convenu qu'elle se réalisera le lundi 7 septembre.

Il reste alors à mettre en place la logistique nécessaire. L'opération n'est pas simple. C'est en fait un véritable ballet aéronautique qu'il faut régler dans le secret, ou tout au moins dans la plus grande discrétion possible, avec des facteurs qui nous échappent nécessairement et des protagonistes plus ou moins fiables.

Tous les contacts passent par Paris où un collaborateur de Jean-Yves Ollivier, «Nicolas», centralise toutes les demandes et nous apporte les réponses, tout cela en langage codé.

Le samedi 5 septembre, une catastrophe nous est signalée. Le journal *Libération*, paru le matin même à Paris, annonce à la une tous les détails de l'opération qui se prépare!

D'où vient la fuite? Nous nous interrogeons et craignons que cette indiscretion ne remette tout en question, en gênant nos différents partenaires.

En réalité, cela ne les dérange nullement et peut-être même sont-ils à l'origine de la fuite destinée à ce que personne ne vienne remettre en cause, *in extremis*, l'accord général.

Après une activité intense le dimanche, toutes les informations qui nous parviennent nous montrent le lundi matin que tout se met en place.

Le major Du Toit a été sorti de sa prison et attend son départ à l'aéroport de Luanda.

Pierre-André Albertini a quitté sa cellule de Bisho.

Klaas de Jonge, le ressortissant néerlandais que nous avons accepté d'inclure dans la transaction, a quitté son ambassade. Après quelques difficultés, dues au refus de certains d'entre eux de quitter le maquis de Savimbi où ils avaient trouvé femme et refait leur vie, les 133 combattants des FAPLA ont finalement pu être embarqués dans un avion affrété.

Ce ballet doit être bien ordonné. Il a été convenu que les avions doivent arriver à quelques minutes d'intervalle sur le tarmac de l'aéroport de Maputo. Il faut en effet, pour dissiper toutes les suspicions, faire en sorte que les différentes libérations, tant en Afrique du Sud qu'en Angola, interviennent quasi simultanément et que les gouvernements respectifs en soient informés en temps réel.

Le contrôle aérien mozambicain, totalement mobilisé, fera en sorte que les atterrissages s'effectuent dans l'ordre programmé.

Après un peu de cafouillage, «Bernard» et moi rejoignons Jean-Yves à l'aéroport de Luanda où les autorités militaires viennent de lui remettre le major Wynand Du Toit. Nous prenons place à bord de l'avion qui, une nouvelle fois, a été mis à notre disposition par le chef de l'État.

Durant le vol qui, par des routes détournées pour des raisons de sécurité, nous conduit vers la capitale du Mozambique, je fais connaissance avec ce personnage. Sa modestie m'impressionne. Derrière sa grande barbe et ses lunettes, il se torture l'esprit en se demandant si on ne va pas lui reprocher l'échec de sa mission et la mort de ses compagnons. Il ne sait pas encore qu'il est déjà un héros dans son pays.

L'atterrissage sur l'aéroport international de Maputo, fermé pour la circonstance, est impressionnant. Rien n'a été laissé au hasard. Plusieurs zones ont été délimitées, l'une réservée aux aéronefs en provenance d'Afrique du Sud, l'autre à ceux provenant d'Angola.

Arrivent ainsi, l'un après l'autre, l'avion de la délégation officielle sud-africaine conduite par Pik Botha, le jet qui vient de Pretoria avec Klaas de Jonge, celui qui amène Pierre-André Albertini, accompagné par l'ambassadeur Hennie Geldenhuys – celui-là même dont la présentation des lettres de créance a été bloquée par le président Mitterrand –, un avion d'une trentaine de journalistes venus d'Afrique du Sud et enfin, avec un léger retard, le Boeing 707 affrété par les Angolais où ont pris place les 133 prisonniers de l'Unita. Le Mystère 50 du GLAM aux couleurs françaises est en place, moteurs tournant.

Une zone centrale, neutre, a été délimitée pour faciliter le passage des anciens prisonniers.

Après avoir pris congé du major Du Toit et lui avoir souhaité bonne chance, je vais accueillir Pierre-André Albertini, très étonné par ce qui lui arrive, et l'installe dans l'avion de la République française.

Il reste encore une formalité à accomplir, la signature, dans un hangar où une grande table a été installée, du protocole général de libération. Pik Botha, Kito Rodriguez et Jacinto Veloso en sont les témoins.

Je signe le texte au nom de la France, prends congé de tous ces acteurs qui sont devenus des amis, puis rejoins Pierre-André Albertini dans l'avion qui doit nous ramener en France.

Ainsi prend fin cet extraordinaire échange de prisonniers, une opération sans précédent au niveau de toute une région en conflit.

Cet accord improbable est devenu réalité. Quelle satisfaction et quel soulagement !

J'ai autorisé un cameraman d'Antenne 2 à prendre place à bord de notre appareil, il s'installe à côté du gendarme de Matignon. J'ai d'ailleurs quelques scrupules à n'avoir pas davantage mis ce dernier à contribution.

Aussitôt après le décollage, je fais servir le champagne afin de fêter dignement la libération de notre jeune coopérant.

Nous parlons alors, lui et moi, à cœur ouvert.

S'il nous est évidemment reconnaissant des efforts déployés en sa faveur, il s'interroge néanmoins sur le bien-fondé de la démarche entreprise. « N'aurait-il pas mieux valu adopter une ligne dure à l'égard du régime d'apartheid, quitte à ce que je serve de martyr à la cause ? » me dit-il.

C'est une façon de voir les choses ! pensai-je.

Pendant toute la durée de ce vol de nuit, j'allais m'évertuer à contrecarrer cette dialectique marxiste.

Enfin, nous atterrissons sur la base militaire d'Évreux.

Un véritable comité des fêtes a été mis en place, avec estrade et flonflons. Le préfet en uniforme, l'évêque en civil, les parents, les amis, personne ne manque ni ne dissimule son émotion.

Je ne m'attarde pas et redécoule pour Villacoublay et le Quai d'Orsay.

Il y a neuf jours que je suis parti.

Albertini est de retour dans sa famille. La mission est accomplie, mais quelle aventure !

Lorsque Jean-Bernard Raimond demande à parler au président de la République, ce lundi 7 septembre, pour lui rendre compte de l'heureux dénouement de cette affaire, il se fait éconduire. François Mitterrand lui fait répondre que « si c'est pour lui parler d'Albertini, il est déjà informé » ! Il le mettra aussi en garde, en marge du Conseil des ministres suivant, contre cette manière d'agir.

Quelques années plus tard, alors que j'envisage de quitter Beyrouth où je suis consul général depuis 1988 et me porte candidat à un nouveau poste au sud du Sahara, Jean-Christophe Mitterrand fait savoir à l'ami commun qui le sollicite qu'il ne saurait en être question. « Simon a un casier judiciaire sur l'Afrique », lui aurait-il répondu !

Un mois plus tard, comme nous nous y étions engagés, Pik Botha est invité à rencontrer son homologue en France pour une visite officielle.

Mais nous sommes trop timorés, nous craignons l'opinion publique, en tout cas une certaine opinion, celle qui

crie le plus fort et nous sommes incapables d'aller jusqu'au bout de nos convictions.

Notre ministre craint de recevoir son homologue au Quai d'Orsay et organise en catimini, pour lui et sa délégation, un dîner quasi clandestin au château de La Celle-Saint-Cloud, résidence de campagne du ministre des Affaires étrangères. Et d'emblée, lors du toast de bienvenue qu'il improvise, il l'attaque sur le régime d'apartheid, lui expliquant qu'il se trouve sous le feu des critiques de la presse et des parlementaires!

Pik Botha, l'Afrikaner au franc-parler et au sang chaud, ne s'émeut pas, il coupe la parole à Jean-Bernard Raimond et lui dit: « Monsieur le ministre, loin de moi l'idée de vous gêner, si ma présence vous met dans l'embarras, je m'en vais immédiatement. »

Alors qu'il fait mine de se lever, Rusty Evans, sollicité par Jean-Yves Ollivier qui est présent à côté de Jacques Foccart, le calme et lui demande de se rasseoir.

Le dîner et les conversations reprennent.

Sur la table figurait un château-margaux d'un beau millésime qui en a sans doute convaincu plus d'un de faire preuve de retenue!

Malheureusement, ces efforts de rapprochement et cette tentative d'engager un dialogue approfondi sur les évolutions en Afrique australe seront sans lendemain. Il eût fallu des visionnaires aux commandes et, en période de cohabitation, on ne peut bien souvent que gérer le quotidien.

En novembre 1987, c'est au tour du président dos Santos de venir en visite d'État à Paris.

Jean Audibert, le conseiller Afrique du président Mitterrand, m'apostrophe, narquois, lors d'une réception organisée à cette occasion à l'ambassade d'Angola:

« Il n'y a pas beaucoup de substance dans cette visite, c'est ça votre grande politique en Afrique australe? »

Une remarque qui en dit long sur le dépit de ceux qui croyaient que la force seule permettrait d'en finir avec l'apartheid.

Je dois ici exprimer un regret, celui que la France n'ait pas su, après la réélection de François Mitterrand, tirer un meilleur parti des succès de Jacques Chirac en Afrique australe. Les Américains seront ainsi les seuls à jouer un rôle déterminant pour obtenir du nouveau président Frederik De Klerk la suppression du régime détestable de l'apartheid, réaliser enfin l'indépendance de la Namibie et jeter les bases d'un règlement de paix en Angola et au Mozambique.

La libération de Pierre-André Albertini conduit-elle à celle de Mandela? Vraisemblablement, dans la mesure où celle de Wynand Du Toit la rend possible aux yeux du pouvoir blanc. En tout état de cause, elle démontre que les esprits sont prêts, dès 1987, pour des évolutions significatives.

Il faut donc rendre hommage à Jean-Yves Ollivier de l'avoir conçue et orchestrée de bout en bout.

Les hommes de l'ombre, les émissaires si souvent décriés, sont parfois nécessaires pour accomplir ce que ni les diplomates ni les politiques ne peuvent, seuls, mener à bien.

Un excellent documentaire, *Plot for Peace*, réalisé par des cinéastes sud-africains et présenté dans les salles parisiennes en novembre 2013, apporte d'intéressants témoignages et de belles images sur cette épopée.

Six ans après ce mémorable échange de prisonniers, à l'occasion d'un voyage que Michel Roussin, devenu ministre de la Coopération, effectuera au Mozambique,

tous les acteurs de cette opération, Français, Sud-Africains, Angolais et Mozambicains, auxquels se joindra le directeur Afrique Jean-Marc de La Sablière, se retrouveront pour une partie de chasse dans un lodge élégant dépendant du parc Kruger.

L'Afrique du Sud a profondément évolué, Frederik De Klerk a libéré Nelson Mandela en février 1990 et abrogé, en juin 1991, les lois qui fondaient l'apartheid. Elle s'apprête à désigner son premier président noir et à devenir la « nation arc-en-ciel ». Une évolution qui ne me surprend guère après l'aventure que j'ai vécue dans cette région en 1987.

Élu à 77 ans, « Madiba » mènera, avec un extraordinaire désintéressement, une politique de pardon et de réconciliation qui font aujourd'hui de lui, au-delà de la mort, un symbole et un exemple, pour l'Afrique et pour le monde.

La querelle des anciens et des modernes

Je venais de prendre depuis quelques semaines mes fonctions de premier conseiller à notre ambassade en Iran lorsque je reçois, entre les deux tours des élections législatives de mars 1993, un appel de Dominique de Villepin. Celui-ci me demande de rejoindre l'équipe que constitue Alain Juppé, appelé à se voir confier les Affaires étrangères dans le futur gouvernement de cohabitation d'Édouard Balladur.

J'accepte cette proposition et reprends, quelques jours plus tard, un vol pour Paris, le jour même où mon épouse devait me rejoindre à Téhéran avec l'inévitable tchador dans ses bagages. Le tchador restera dans la cantine où il se trouve toujours !

Arrivé à Paris, c'est finalement le cabinet du ministre de la Coopération que je rejoins, en qualité de directeur adjoint. Une vieille amitié me liait à Michel Roussin, le nouveau titulaire de la rue Monsieur, datant de la fin des années 1970, alors que j'assurais avec lui la liaison entre le Quai d'Orsay et le boulevard Mortier¹.

1. Siège du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, ancêtre de la Direction générale de la sécurité extérieure.